

encore. Pourquoi? Est-ce parce que les wagons déchargent des céréales à un élévateur intérieur, est-ce parce qu'on n'a pas pu trouver du blé n° 2 tout au long du parcours? Même au cœur de ma circonscription, même au nord, au sud et à l'ouest, il y avait du blé n° 2...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je déplore d'avoir à interrompre le député mais son temps de parole est expiré.

**M. Gundlock:** Je n'en ai que pour un instant, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Le député ne peut continuer que s'il a le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** Oui.

**Des voix:** Non.

**M. l'Orateur:** J'ai le regret de dire qu'il semble y avoir des objections.

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** D'abord, monsieur l'Orateur, je tiens à dire que je participe au débat parce que je sais que dans la circonscription que je représente, non seulement les cultivateurs de la région mais toute la population de Yorkton-Melville, et à vrai dire tous les habitants de la Saskatchewan traversent une crise. D'après moi, elle couve depuis plusieurs années. Elle ne résulte pas simplement des événements récents. Au fond, c'est une accumulation d'une foule de choses.

Le cultivateur s'est trouvé pris dans l'étau coût-prix. Les frais de production agricole n'ont cessé d'augmenter en réalité de monter en flèche. Le coût des machines agricoles, des engrais, des terrains même, et de toutes les autres denrées dont doit se servir un cultivateur pour produire un boisseau de blé a augmenté. Sur ces entrefaites, le prix que touche le cultivateur pour un boisseau de blé et pour bien d'autres denrées ne s'est pas sensiblement accru et il a même baissé parfois. A cause de la crise, en Saskatchewan et dans l'Ouest du Canada, on manque d'argent cette année pour le cultivateur. Or, il lui en faut s'il veut continuer à appartenir à l'industrie agricole. Et pour couronner le tout, les taux d'intérêt bancaires ont monté et les cultivateurs ont beaucoup plus de mal à emprunter l'argent dont ils ont besoin pour mener à bien leur exploitation. Outre les effets désastreux engendrés dans l'agriculture cette année, cette situation suscitera des bouleversements, durant les années qui vont suivre, dans les exploitations agricoles de l'Ouest canadien. De plus, il n'y a pas que les agricul-

teurs qui sont atteints, mais le reste du pays également.

Par exemple, quand le transport du blé reste au point mort, nous savons que l'agriculteur ne vendra pas son blé et qu'il n'achètera donc pas de denrées, et si cela se produit, les établissements commerciaux qui lui fournissent d'ordinaire leurs produits subissent eux aussi les effets de la situation. Autrement dit, tous les secteurs de l'économie sont atteints.

Chaque habitant de l'Ouest canadien est pour ainsi dire un agriculteur, qu'il demeure ou non dans une ferme, car sa prospérité est liée de façon directe ou indirecte à l'économie agricole.

Encore ce soir, monsieur l'Orateur, je cauais avec le propriétaire d'un magasin de meubles dans la petite ville de Canora, à l'extrémité septentrionale de ma circonscription. Il me disait que ses ventes ont énormément baissé cette année, par suite de la crise chez les agriculteurs. Il m'a également parlé des autres établissements commerciaux de sa collectivité. Quelques-uns d'entre eux, surtout chez les détaillants de machines agricoles, ont vu leurs ventes fléchir de plus de 80 p. 100. Voilà le genre de chose auquel on assiste, surtout dans les petites collectivités de la Saskatchewan.

J'ai causé également avec un homme du petit village de Jedburgh; il m'a dit que l'élévateur de cet endroit serait fermé un mois durant si le transport du grain restait au point mort. Les gens ne disposent pas des wagons couverts nécessaires. Le grain de cette région est gourd, humide et de qualité inférieure. Comment luttons-nous contre tout cela? Les taux d'intérêt augmentent. Les agriculteurs ont beaucoup plus de mal à obtenir les fonds en espèces nécessaires pour mener à bien leur exploitation.

J'aimerais dire, comme l'ont fait d'autres députés, que la crise de l'industrie du grain aujourd'hui est aussi une urgence nationale. Elle a des répercussions sur l'ensemble de l'économie canadienne. C'est pourquoi nous devrions nous en inquiéter, quelle que soit la région d'où nous venons, et essayer de résoudre le problème qui se pose à nous. Ce problème a des répercussions sur de nombreuses autres industries.

Je voudrais faire maintenant quelques commentaires sur une question qui m'a vraiment rendu malade et furieux pendant tout le débat: les chiffres qui ont été donnés par divers membres du cabinet, en fait par les trois ministres qui ont pris la parole au cours du débat, ainsi que par divers autres membres du gouvernement. Ils nous disent que les